

## QUATRIÈME SECTION

## OBJETS DIVERS.

Loi du 22 mars 1841, relative au travail des enfants employés dans les manufactures, usines et ateliers; III, 353.

— 29 avril 1845 sur les irrigations; IV, 43.

— 11 juillet 1847 sur les irrigations; IV, 43.

DÉCRET du Président de la République, du 5 janvier 1852, prorogeant jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1853 le tarif des droits de navigation actuellement perçus sur le canal d'Arles à Bouc; I, 27.

— 14 février 1852, autorisant l'admission temporaire, en franchise de droits, des fontes brutes destinées à être réexportées à l'état de fontes moulées; I, 28.

— 29 février 1852, portant que le tarif des droits de navigation perçus sur les canaux du Berry, et latéral à la Loire, de Digoin à Briare, est prorogé jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1852, et que le même tarif continuera d'être appliqué aux canaux de jonction ouverts à Decize et à Fourchambault entre la Loire et le canal latéral; I, 29.

— 22 mars 1852, abrogeant le règlement d'administration publique du 27 mars 1851 relatif aux commissaires et sous-commissaires de surveillance administrative; I, 60.

— 28 mars 1852, modifiant ceux des 13 octobre et 24 décembre

1851 relatifs à l'organisation du corps des ponts et chaussées et du corps des mines; I, 129.

— 23 avril 1852, portant institution de conseils d'hygiène et de salubrité publique en Algérie; I, 61.

— 26 mai 1852, rangeant le sel dans la deuxième classe du tarif des droits de navigation perçus sur les canaux des Etangs et du port de Cette; I, 64.

AVIS publié dans le *Moniteur* du 27 mai 1852, annonçant un concours pour l'admission à l'École des mineurs de Saint-Etienne (Loire); I, 75.

PROGRAMME pour l'admission des élèves externes à l'École des mines, *Moniteur* du 5 juillet 1852; I, 78.

DÉCRET du Président de la République, du 23 juin 1852, relatif à l'importation des fontes acièreuses de Savoie; I, 62.

— 29 juin 1852, portant prorogation du tarif des droits de navigation perçus sur les canaux de Berry et latéral à la Loire, et sur les canaux de jonction ouverts à Decize et à Fourchambault; I, 66.

— 1<sup>er</sup> juillet 1852, précédé d'un rapport du ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce, portant organisation de commissions de statistique cantonales; I, 208.

— 16 juillet 1852, portant organisation du service de l'exploitation commerciale des chemins de fer; I, 147.

ARRÊTÉ du ministre des travaux publics, du 26 juillet 1852, relatif à la répartition du service de l'exploitation commerciale des chemins de fer; I, 149.

DÉCRET du Président de la République du 7 août 1852, portant que celui du 5 novembre 1851, relatif à l'importation du borax, s'appliquera exclusivement au borax natif brut; I, 154.

— 12 août 1852, relatif à la quantité de sel à délivrer en franchise pour le pacquage à terre du maquereau salé en mer; I, 155.

— 12 août 1852, relatif à la tarification des soudes brutes, du sulfate de soude naturel et autres produits indigènes participant des éléments du sel marin; I, 155.

— 17 août 1852, prescrivant l'emploi d'un nouveau système d'éclairage à bord des navires à vapeur et à voiles de l'Etat et du commerce; I, 157.

— 18 août 1852, fixant les drawbacks accordés à la sortie de la soude brute, des cristaux de soude, du sulfate de soude, etc.; I, 160.

— 8 septembre 1852, portant prorogation des tarifs des droits de navigation actuellement perçus aux écluses de Fresnes et d'Iwuy, sur les canaux de Saint-Denis, de Manicamp, de Saint-Quentin, latéral à l'Oise, sur l'Oise canalisée et sur les canaux de la Somme et des Ardennes; I, 211.

— 14 septembre 1852, modifiant les droits établis sur les houilles et les fontes importées par une partie

des zones de la frontière de terre; I, 212.

— 4 octobre 1852, réglant le costume officiel des fonctionnaires, employés et agents dépendant du ministère des travaux publics; I, 287.

DÉCRET impérial du 21 décembre 1852, concernant le corps des ponts et chaussées et l'école des mines; I, 291.

— 29 décembre 1852, prorogeant jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1854 le tarif des droits de navigation actuellement perçus sur le canal d'Arles à Bouc; I, 294.

— 3 janvier 1853, portant promulgation de la convention conclue entre la France et la Belgique pour les sels bruts d'origine française importés directement en Belgique; II, 35.

— 6 janvier 1853, modifiant le tarif des houilles et des fontes brutes importées par terre; II, 41.

— 12 janvier 1853, concernant le droit applicable aux sels étrangers ayant servi à la préparation de la morue sèche; II, 45.

— 26 janvier 1853, portant exemption du plombage pour les sels français dirigés sur les entrepôts de l'intérieur; II, 58.

— 6 mars 1853, modifiant les droits à l'importation des minerais de toute sorte, sauf le minerai de soufre, etc.; II, 115.

— 7 mars 1853, concernant les divers produits provenant des plombs bruts admis à jouir du bénéfice de l'importation temporaire en franchise de droits; II, 114.

— 7 mars 1853, prescrivant l'em-

ploi exclusif des sels français pour la préparation des produits de la pêche du maquereau; II, 115.

— 18 avril 1853, modifiant le droit d'entrée des marbres blancs statutaires; II, 117.

Loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles; II, 146.

DÉCRET impérial du 23 juin 1853, concernant les droits de navigation sur le canal de Bourgogne; II, 175.

— 29 juin 1853, concernant les droits de navigation sur les canaux d'Ille-et-Rance, du Blavet et de Nantes à Brest; II, 176.

— 5 juillet 1853, portant création au Muséum d'histoire naturelle d'une chaire de paléontologie; II, 207.

— 3 août 1853, concernant les fers forgés en massiaux ou prismes, les fontes moulées, etc., expédiés de la Corse sur le continent français, et les fontes brutes, les fers et les aciers en barres importés de l'étranger en Corse; II, 208.

— 13 août 1853, portant prorogation des tarifs des droits de navigation perçus aux écluses de Fresnes et d'Iwuy, et sur les canaux de Saint-Denis, de Manicamp, de Saint-Quentin, latéral à l'Oise et sur l'Oise canalisée ainsi que sur les canaux de la Somme et des Ardennes; II, 210.

— 16 août 1853, portant suppression des droits à l'importation des bitumes solides; II, 210.

— 16 août 1853, avec rapport sur la délimitation de la zone frontalière, l'organisation et les attributions de la commission mixte des travaux publics; II, 265.

ARRÊTÉ du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, du 18 août 1853, portant que des leçons sur le drainage sont instituées à l'École des mines; II, 212.

DÉCRET impérial du 8 septembre 1853, autorisant la société anonyme des ardoisières de Chattemoué (Mayenne); II, 306.

— 8 septembre 1853, autorisant la société anonyme des hauts fourneaux de l'Alélik (Algérie); II, 318.

— 8 septembre 1853, relatif à l'importation des minerais de fer; II, 332.

— 15 octobre 1853, proclamant 53 cessions de brevets d'invention; II, 351.

— 29 octobre 1853, autorisant la société anonyme des houillères de Saint-Chamond (Loire); II, 335.

— 5 novembre 1853, autorisant la société anonyme des houillères de Stiring (Moselle); II, 354.

— 9 novembre 1853, portant règlement d'administration publique par l'exécution de la loi du 9 juin sur les pensions civiles; II, 366.

— 22 novembre 1853, concernant les droits à percevoir à l'entrée des houilles et des fers étrangers; II, 389.

— 22 novembre 1853, relatif à l'importation des fontes aciéreuses de Savoie; II, 390.

— 23 décembre 1853, portant prorogation du tarif des droits de navigation sur le canal d'Arles à Bouc; II, 397.

— 23 janvier 1854, approuvant des modifications aux statuts de la

société anonyme des forges et fonderies d'Imphy (Nièvre); III, 2.

— 4 mars 1854, portant concession d'un chemin de fer de Carmaux à Albi, et cahier des charges de cette concession; III, 45, 47-

— 25 mars 1854, relatif à la restitution du droit d'entrée sur les fontes brutes étrangères employées à la fabrication des machines à feu placées à bord des navires destinées à la navigation maritime; III, 68.

— 29 mars 1854, portant proclamation de brevets d'invention et de certificats d'addition; III, 357.

— 1<sup>er</sup> avril 1854, approuvant un tarif supplémentaire pour la perception de l'octroi de la ville de Paris; III, 69.

— 13 avril 1854, portant promulgation du traité de commerce conclu avec la Belgique; III, 71.

— 16 avril 1854, prohibant la sortie et la réexportation du nitrate de soude; III, 77.

— 10 mai 1854, relatif au règlement des honoraires et frais de déplacement des ingénieurs des mines et des agents placés sous leurs ordres; III, 120.

— 27 mai 1854, concernant le recouvrement des frais et honoraires auxquels donnent lieu les travaux d'intérêt public exécutés à la charge des particuliers; III, 124.

Loi du 10 juin 1854 sur le libre écoulement des eaux provenant du drainage; III, 125.

— 22 juin 1854 sur les livrets d'ouvriers; III, 128.

ARRÊTÉ du ministre de la guerre, du 27 juin 1854, concernant les frais de déplacement et de tournées des ingénieurs en chef des mines servant en Algérie, et le supplément colonial accordé aux gardes-mines; III, 155.

DÉCRET du 29 juin 1854, portant proclamation de brevets d'invention et de certificats d'addition; III, 384.

— 29 juin 1854, portant proclamation de cessions de brevets d'invention; III, 411.

— 1<sup>er</sup> juillet 1854, réduisant le droit d'entrée du sel de Kreutznach; III, 157.

— 1<sup>er</sup> juillet 1854, autorisant l'importation temporaire en France de l'iode destiné à être raffiné ou converti en iodure de potassium; III, 157.

— 19 juillet 1854, concernant les armes, munitions et autres objets propres à la guerre expédiés de l'Algérie à l'étranger, ou de France à destination de l'Algérie; III, 167.

— 9 août 1854, relatif à la perception des droits de navigation sur le canal de la haute et basse Deule et sur la partie inférieure de la Lys; III, 180.

— 19 août 1854, modifiant les droits à l'importation des marbres, minerais de fer, pavés, moellons, etc., et à l'exportation du sable à fabriquer le verre et la faïence; III, 180.

— 24 août 1854, portant prorogation des tarifs des droits de navigation perçus aux écluses de Fresnes et d'Iwuy et sur les canaux de Saint-Denis, de Manicamp, de Saint-Quentin, latéral à l'Oise et

sur l'Oise canalisée, ainsi que sur les canaux de la Somme et des Ardennes; III, 181.

— 3 octobre 1854, portant autorisation de la société anonyme des usines de Gouille (Doubs); III, 222.

— 5 octobre 1854, portant proclamation de cessions de brevets d'invention, III, 414.

— 9 octobre 1854, ouvrant les bureaux de douanes de Roubaix et Turcoing (Nord) à l'importation des machines et mécaniques; III, 236.

— 17 octobre 1854, portant autorisation de la société anonyme des mines de la Loire; III, 237.

— 17 octobre 1854, portant autorisation de la société anonyme des houillères de Saint-Étienne (Loire); III, 253.

— 17 octobre 1854, portant autorisation de la société anonyme des houillères de Rive-de-Gier (Loire); III, 268.

— 17 octobre 1854, portant autorisation de la société anonyme des houillères de Montrambert de la Béraudière (Loire); III, 284.

— 17 octobre 1854, approuvant la convention passée pour l'exécution et l'exploitation d'un chemin de fer de Montluçon à Moulins, avec embranchement sur Bezenais III, 299.

— 28 octobre 1854, relatif à la concession d'un chemin de fer d'embranchement de l'usine de Bourdon aux voies de la ligne de Clermont à Lempdes; III, 323.

— 15 novembre 1854, portant autorisation de la société anonyme des mines du Kef-Oum-Théboul (Algérie); III, 422.

— 18 novembre 1854, accordant aux compagnies des chemins de fer du Midi et du Nord des facilités pour l'introduction de rails et tôles étrangers; III, 433.

— 24 novembre 1854, relatif à la concession d'un chemin de fer d'embranchement destiné à relier les mines de Montieu (Loire) au chemin de fer Grand-Central; III, 435.

— 25 novembre 1854, appliquant au canal de dérivation de la rivière de l'Oust le tarif des droits de navigation perçus sur le canal de Nantes à Brest; III, 435.

— 8 décembre 1854, qui prohibe le transit des armes, munitions et autres objets propres à la guerre; III, 449.

— 16 décembre 1854, relatif à l'uniforme des fonctionnaires dépendant du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics; III, 450.

ARRÊTÉ du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics du 26 décembre 1854, réglant les frais de missions spéciales des fonctionnaires et agents des divers services dépendant du ministère, IV, 429.

DÉCRET du 27 décembre 1854, portant prorogation du tarif des droits de navigation perçus sur le canal d'Arles à Bouc; III, 455.

— 6 janvier 1855, autorisant l'admission en franchise du cuivre laminé destiné à être couverti en chaudières ou en machines pour l'exportation; IV, 5.

— 6 janvier 1855, relatif à l'importation temporaire des ferrailles provenant des machines de navires étrangers réparés dans un port français; IV, 7.

— 13 janvier 1855, approuvant des modifications aux statuts de la société anonyme des fonderies et forges de la Loire et de l'Ardèche; IV, 8. Suivent l'ordonnance du 5 mars 1839 portant autorisation de la société et l'ordonnance du 25 janvier 1846 approuvant diverses modifications à ses statuts; IV, 10 et 20.

— 10 février 1855, concernant les sels à délivrer en franchise pour la préparation en mer de la pêche du maquereau; IV, 28.

— 8 mars 1855, relatif à l'établissement, à Vincennes et au Vésinet, de deux asiles pour les ouvriers convalescents ou qui auraient été mutilés dans le cours de leurs travaux; IV, 47.

— 14 mars 1855, approuvant une convention relative à la concession de prolongements du chemin de fer de Commeny au canal du Berry; IV, 48.

— 15 mars 1855, portant autorisation de la société anonyme des mines de sel et salines de Rosières et Varangéville (Meurthe); IV, 50.

— 28 mars 1855, créant à Paris un commissariat central de police des chemins de fer; V, 43.

— 14 avril 1855, supprimant le droit établi à la sortie de la chaux éteinte; IV, 80.

— 23 avril 1855, relatif à la remise accordée à titre de déchet pour les sels raffinés; IV, 80.

— 23 avril 1855, fixant : 1° les droits à l'importation des nitrates de soude et de potasse; 2° la prime accordée à l'exportation des acides nitrique et sulfurique; IV, 81.

— 28 avril 1855, relatif aux pou-

trelles en fer et fers laminés importées au Sénégal; IV, 82.

— 30 avril 1855, portant règlement sur les livrets d'ouvriers; IV, 85.

Loi du 5 mai 1855 sur l'organisation municipale, portant que les ingénieurs des ponts et chaussées et des mines en activité de service, les conducteurs des ponts et chaussées et les agents voyers ne peuvent être ni maires ni adjoints; IV, 93.

DÉCRET du 5 mai 1855, autorisant la compagnie du chemin de fer du Nord à importer, à prix réduit, des rails étrangers; IV, 99.

— 16 mai 1855, supprimant le droit de sortie sur les sels bruts ou raffinés; IV, 100.

— 13 juin 1855, approuvant des modifications aux statuts de la compagnie des forges d'Audincourt (Doubs); IV, 102.

— 23 juin 1855, portant autorisation de la société anonyme du chemin de fer de Montluçon à Moulins (Allier); IV, 114.

— 4 juillet 1855, portant autorisation de la société anonyme des mines de charbon de la Mayenne et de la Sarthe; IV, 188.

— 14 juillet 1855, approuvant la convention passée pour la concession d'un chemin de fer des mines d'Ougney au chemin de fer de Dijon à Besançon et au canal du Rhône au Rhin; IV, 208.

— 14 juillet 1855, autorisant l'admission en franchise des débris de fonte, des vieux moulages et des débris de fer et de tôle expédiés de Corse sur le continent français; IV, 229.

— 16 juillet 1855, relatif aux

douanes (extrait concernant les substances minérales); IV, 230.

— 16 août 1855, portant autorisation de la société anonyme du chemin de fer de Bessèges à Alais; IV, 239.

— 29 août 1855, fixant les droits de douane à l'importance de la fonte mazée, du fer, des machines, mécaniques, outils, etc.; IV, 255.

— 30 août 1855, abrogeant le dernier paragraphe de l'art. 29 du décret du 24 décembre 1851 sur le service des mines; IV, 259.

— 9 septembre 1855, portant prorogation des tarifs des droits de navigation perçus aux écluses de Fresnes et d'Iwuy et sur les canaux de Saint-Denis, de Manicamp, de Saint-Quentin, latéral à l'Oise et sur l'Oise canalisée, ainsi que sur les canaux de la Somme et des Ardennes; IV, 281.

— 3 octobre 1855, portant autorisation de la société anonyme des mines de la Grand'Combe; IV, 283.

— 17 octobre 1855, autorisant l'admission, en franchise, des produits destinés à la construction des bâtiments de mer et notamment de la fonte brute, des fers en barres, des tôles et cornières, du cuivre et du zinc brut, etc.; IV, 296.

— 3 novembre 1855, concernant le tarif de l'octroi de Paris; IV, 313.

ARRÊTÉ du ministre des finances, du 17 novembre 1865, déterminant les conditions de l'admission en franchise de la fonte brute, des tôles et cornières, des fers en barres, du cuivre et du zinc brut, etc. destinés à la construction des bâtiments de mer; IV, 328.

DÉCRET du 10 décembre 1855, fixant les droits à l'importation de l'antimoine sulfuré, de l'argent en masse, des bitumes fluides et du goudron minéral, de la chaux, du graphite ou plombagine, du mercure natif, des meules à aiguiser, etc.; IV, 332.

— 15 décembre 1855, approuvant la convention passée pour la concession d'un chemin de fer d'embranchement des mines de houille de Roche-la-Molière et Sirminy au chemin de fer Grand-Central, IV, 338.

— 19 décembre 1855, approuvant la convention relative à la cession, à la compagnie du chemin de fer Grand-Central, du chemin de fer de Montluçon à Moulins; IV, 358.

— 25 décembre 1855, portant règlement sur le service des appareils télégraphiques destinés à transmettre les signaux nécessaires pour la sûreté et la régularité de l'exploitation des chemins de fer de l'Ouest et d'Orléans; IV, 363.

— 26 décembre 1855, portant prorogation du tarif des droits de navigation perçus sur le canal d'Arles à Bouc; IV, 374.

— 19 janvier 1856, portant que le sulfite de soude recevra un drawback à l'exportation; V, 11.

19 janvier 1856, portant que les droits de navigation actuellement perçus sur le canal latéral à la Loire de Digoin à Briare seront appliqués à partir du 1<sup>er</sup> février prochain au canal de jonction ouvert à Saint-Thibault, entre la Loire et le canal latéral; V, 11.

— 13 février 1856, approuvant la nouvelle rédaction des statuts

de la compagnie des forges et fonderies d'Alais; V, 13.

— 27 février 1856, relatif à l'importation des rails étrangers et de leurs accessoires; V, 31.

— 29 mars 1856, supprimant le droit desortie des pierres de taille brutes; V, 44.

— 9 avril 1856, abrogeant les décrets des 24 février, 16 avril et 8 décembre 1854, portant interdiction d'exportation et réexportation ou de transit des objets propres à la guerre; V, 46.

— 9 avril 1856, abrogeant l'art. 1<sup>er</sup> du décret du 19 juillet 1854 qui a étendu aux expéditions de l'Algérie à destination de l'étranger la prohibition d'exportation et de réexportation des objets propres à la guerre; V, 46.

— 16 avril 1856, autorisant l'admission en franchise, des pièces de fer dites courbes ou branches de courbes, destinées à la construction des navires; V, 47.

— 23 avril 1856, concernant l'inspection générale du service des mines; V, 48.

— 26 avril 1856, fixant le droit à l'importation des tubes en fer; V, 48.

— 21 mai 1856, portant autorisation de la société anonyme formée à Paris sous la dénomination de société nouvelle des forges et chantiers de la Méditerranée; V, 56.

ARRÊTÉ du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, du 22 mai 1856, établissant une nouvelle répartition du territoire français entre les cinq divisions minéralogiques; V, 67.

ARRÊTÉ du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, du 25 mai 1856, réglant les délais de transport et de livraison des marchandises expédiées à grande et à petite vitesse sur les chemins de fer; V, 68.

Loi du 31 mai 1856, modifiant l'art. 32 de la loi du 5 juillet 1844 sur les brevets d'invention; V, 76.

DÉCRET impérial du 11 juillet 1856, modifiant le tarif à l'importation de l'iode brut et de l'iodure de potassium; V, 103.

— 17 juillet 1856, fixant le droit à l'importation de l'outremer; V, 107.

— 17 juillet 1856, modifiant les dispositions de l'ordonnance du 28 mai 1845, relative aux matériaux destinés à la construction des bateaux et chaudières en fer; V, 108.

— 17 juillet 1856, portant modification des dispositions des articles 32 et 33 du décret d'organisation du corps des mines en date du 24 décembre 1851, relatives à la fixation des cadres et des traitements des gardes-mines; V, 109.

Loi du 17 juillet 1856, dispensant de l'affirmation les procès-verbaux dressés par les brigadiers de gendarmerie et les gendarmes; V, 110.

— 17 juillet 1856, sur les sociétés en commandite par action; V, 110.

— 17 juillet 1856, sur le drainage; V, 114.

— 21 juillet 1856, concernant les contraventions aux règlements sur les appareils à vapeur; V, 117.

— 26 juillet 1856, sur les douanes; V, 122.

DÉCRET du 15 septembre 1856, sur l'organisation de l'école des mines; V, 221.

— 15 septembre 1856, ajoutant la ferraille à la nomenclature de produits de l'industrie algérienne dont l'art. 2 de la loi du 11 janvier 1854 autorise l'admission en franchise dans les ports de la métropole; V, 231.

— 15 septembre 1856, relatif aux droits de navigation aux écluses de Fresnes et d'Iwuy, et sur les canaux de Saint-Denis, de Manicamp, de Saint-Quentin, etc.; V, 231.

— 29 septembre 1856, autorisant l'importation en franchise du cuivre pur ou allié de zinc et du zinc laminés en feuilles et destinés au doublage des navires; V, 243.

— 23 octobre 1856, relatif à l'organisation du comité consultatif d'hygiène publique; V, 253.

— 24 décembre 1856, portant que le tarif des droits de navigation actuellement perçus sur le canal d'Arles à Bouc est prorogé jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1858; V, 283.

— 18 février 1857, approuvant la nouvelle rédaction des statuts de la société des forges et fonderies de Montataire; VI, 5.

— 25 mars 1857, relatif aux congés illimités des ingénieurs des ponts et chaussées et des mines; VI, 30.

Loi du 18 avril 1857, relative aux droits de douane sur les substances minérales, etc.; VI, 41.

DÉCRET du 18 avril 1857, élevant provisoirement de 10 kilogrammes à 30 kilogrammes la quantité de sel à délivrer en franchise pour le paquet de 100 kilogrammes de

maquereau salé à terre, lorsqu'il est soumis à l'opération du daguage et destiné à l'exportation; VI, 44.

— 22 avril 1857, approuvant des modifications aux statuts de la société anonyme des mines de Bouxwiller (Bas-Rhin); VI, 45.

— 20 mai 1857, portant réorganisation du comité consultatif des arts et manufactures, institué près le ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics; VI, 61.

— 10 mai 1857, approuvant sous le titre de compagnie de l'Approuague, la société pour la recherche et l'exploitation des gisements aurifères à la Guyane-Française; VI, 64.

— 25 mai 1857, fixant les droits à l'importation du soufre; VI, 66.

Loi du 30 mai 1857, autorisant les sociétés anonymes et autres associations légalement constituées en Belgique, à exercer leurs droits en France; IX, 380.

DÉCRET du 17 juin 1857, approuvant la nouvelle rédaction des articles 5 et 9 des statuts de la société nouvelle des forges et chantiers de la Méditerranée; VI, 82.

Loi du 23 juin 1857, sur les marques de fabrique et de commerce; VI, 86.

DÉCRET du 24 juin 1857, qui approuve une convention ayant pour objet la concession d'un embranchement du chemin de fer de Bessèges à Alais sur les houillères de Tréllys; VI, 91.

— 24 juillet 1857, portant autorisation de la société anonyme formée sous la dénomination de com-

pagne pour l'exploitation des sources et établissements thermaux de Plombières; VI, 153.

— 11 septembre 1857, approuvant des modifications aux statuts de la compagnie des forges et fonderies d'Alais; VI, 191.

— 19 septembre 1857, portant que les tarifs des droits de navigation qui sont actuellement perçus à l'écluse d'Iwuy et sur les canaux de Saint-Denis, de Manicamp, de Saint-Quentin, latéral à l'Oise, sur l'Oise canalisée, ainsi que les canaux de la Somme et des Ardennes, sont prorogés jusqu'au 25 septembre 1858; VI, 201.

— 1<sup>er</sup> octobre 1857, approuvant des modifications aux statuts de la société anonyme établie à Paris sous la dénomination de compagnie du chemin de fer de Bessèges à Alais; VI, 201.

— 17 octobre 1857, contenant des modifications au décret du 17 octobre 1855, sur les constructions navales, et prorogeant les dispositions de l'art. 2 de ce décret, relatives à la francisation des bâtiments de mer étrangers; VI, 204.

— 17 octobre 1857, autorisant l'importation temporaire des fontes brutes, fers en barres, etc. destinés à être convertis en navires et bateaux en fer, en machines et appareils soit pour les chemins de fer, soit pour les constructions ou fabrications industrielles ou civiles en métaux; VI, 205.

— 29 octobre 1857, relatif aux droits d'importation sur les pièces détachées de machines et mécaniques en acier; VI, 208.

— 5 décembre 1857, modifiant les droits de sortie sur le bois de

noyer, sur les meules et les peaux brutes, et supprimant les droits de sortie sur toutes autres marchandises, à l'exception de celles y désignées; VI, 229.

— 12 décembre 1857, approuvant des modifications aux statuts de la société anonyme des fonderies de Romilly; VI, 230.

— 23 décembre 1857, déclarant exécutoire, dans les colonies, la loi du 17 juillet 1856, relative aux procès-verbaux dressés par les brigadiers de gendarmerie et les gendarmes; VI, 239.

— 13 janvier 1858, approuvant des modifications aux statuts de la société des mines de Rosières et Varangéville; VII, 2.

— 24 mars 1858, rendant exécutoires en Algérie divers décrets et ordonnances sur les établissements insalubres ou incommodes; VII, 40.

Loi du 28 avril 1858, relative à l'extension de la partie du domaine de Chantegrillet, qui est affectée à l'école des mines de Saint-Etienne (Loire); VII, 58.

— 21 mai 1858, ouvrant sur l'exercice 1858, un crédit extraordinaire pour l'acquisition des collections paléontologiques de feu d'Orbigny; VII, 80.

— 23 mai 1858, substituant la société du crédit foncier de France à l'Etat pour les prêts à faire jusqu'à concurrence de cent millions, en vertu de la loi du 17 juillet 1856 sur le drainage; VII, 80.

— 28 mai 1858, sur les négociations concernant les marchandises déposées dans les magasins généraux; VII, 85.

— 28 mai 1858, sur les ventes publiques de marchandises en gros; VII, 86.

DÉCRET du 28 mai 1858, portant autorisation de la société anonyme formée à Cayenne (Guyane-Française) sous la dénomination de compagnie de l'Approuague; VII, 87.

— 11 juin 1858, portant autorisation de société de manufacture de glaces et produits chimiques de Saint-Gobain, Chauny et Cirey; VII, 101.

— 26 juillet 1858, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 25 juin 1857 sur les marques de fabrique et de commerce; VII, 188.

— 29 juillet 1858, approuvant un tarif supplémentaire pour la perception de l'octroi de Paris; VII, 191.

— 2 août 1858, relatif à la perception des droits de navigation sur le canal du Rhône au Rhin; VII, 193.

— 24 août 1858, relatif à la perception des droits de navigation établi sur le canal des Etangs; VII, 204.

— 8 septembre 1858, portant prorogation des tarifs des droits de navigation perçus à l'écluse d'Iwuy et sur les canaux de Saint-Denis, de Manicamp, de Saint-Quentin, etc.; VII, 217.

— 9 septembre 1858, approuvant des modifications aux statuts de la société des mines de Decize; VII, 218.

— 15 septembre 1858, relatif à la perception des droits de naviga-

tion intérieure sur les bateaux chargés de marchandises diverses; VII, 225.

— 15 septembre 1858, portant que les bateaux vides, ainsi que ceux affectés à certains usages, seront exempts des droits de navigation sur le canal de Saint-Quentin, sur les rivières et canaux non concédés des bassins de l'Escaut, et sur les canaux d'Ille-et-Rance, de Blavet et de Nantes à Brest; VII, 226.

— 15 septembre 1858, relatif à la perception des droits de navigation établis sur le canal de Bourgogne; VII, 227.

— 17 septembre 1858, relatif à la perception des droits de navigation, établis sur le canal du Centre; VII, 229.

— 17 septembre 1858, relatif à la perception des droits de navigation établis sur les canaux du Berri, du Nivernais et latéral à la Loire, etc.; VII, 233.

— 23 septembre 1858, portant règlement d'administration publique pour l'exécution des lois des 17 juillet 1856 et 28 mai 1858, en ce qui touche les prêts destinés à faciliter les opérations du drainage; VII, 247.

— 28 septembre 1858, approuvant la convention passée le 28 avril 1858, avec le crédit foncier de France pour les prêts à faire en faveur du drainage; VII, 250.

— 1<sup>er</sup> octobre 1858, fixant la quantité de sel à délivrer en franchise pour le paquage du maque-reau destiné à l'exportation, VII, 251.

— 27 octobre 1858, avec rapport

sur l'organisation administrative de l'Algérie; VII, 252.

— 22 novembre 1858, portant institution d'un conseil supérieur de l'Algérie et des colonies; VII, 294.

— 30 novembre 1858, qui fixe les délais après lesquels les comptes et pièces justificatives des comptabilités en deniers et en matières, jugés définitivement pourront être supprimés; VII, 295.

— 1<sup>er</sup> décembre 1858, approuvant des modifications aux statuts de la société des forges et fonderies de Montataire; VII, 300.

— 22 décembre 1858, portant que le tarif des droits de navigation actuellement perçus sur le canal d'Arles à Bouc est prorogé jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1860; VII, 307.

— 5 janvier 1859, relatif à l'importation et à l'exportation de l'acier et cuivre laminés, etc.; VIII, 27.

— 22 janvier 1859, autorisant la compagnie des fonderies et forges de la Loire et de l'Ardèche à prendre la dénomination de compagnie des fonderies de Terre-Noire, la Voulte et Bessèges; VIII, 28.

— 19 février 1859, approuvant des modifications aux statuts de la compagnie des houillères de Stiring; VIII, 39.

— 23 février 1859, approuvant des modifications aux statuts de la compagnie des mines du Kef-Oum-Théoul; VIII, 46.

— 12 mars 1859, portant règlement d'administration publique pour l'exécution des lois du 28 mai 1858, sur les négociations concernant les marchandises déposées

dans les magasins généraux, et sur les ventes publiques de marchandises en gros; VIII, 66.

ARRÊTÉ ministériel du 15 avril 1859, relatif aux délais d'expédition dans les chemins de fer; VIII, 121.

DÉCRET du 20 avril 1859, fixant le prix de vente des poudres du commerce extérieur et de mine; VIII, 87.

— 20 avril 1859, approuvant les nouveaux statuts de la société anonyme des verreries et cristalleries de Saint-Louis (Moselle); VIII, 87.

— 23 avril 1859, déclarant d'intérêt public l'exécution d'un chemin de fer d'embranchement destiné à relier les usines de Ferrière-la-Grande à la ligne de Saint-Quentin à Erquelines et approuvant une convention ayant pour objet la concession de ce chemin de fer; VIII, 98.

— 30 avril 1859, prohibant la sortie, la réexportation et le transit des armes de guerre, plomb, soufre, etc.; VIII, 118.

LOI du 11 juin 1859, déterminant pour la Corse et l'Algérie, les délais des instances devant le Conseil d'État et devant la Cour de Cassation; VIII, 161.

— 11 juin 1859, déterminant le délai des ajournements d'Algérie en France et de France en Algérie; VIII, 162.

— 18 juin 1859, sur les douanes; VIII, 165.

— 18 juin 1859, modifiant diverses dispositions du Code forestier; VIII, 167.

— 18 juin 1859, approuvant un échange entre l'État et la compa-

gnie des mines de Vicoigne (Nord); VIII, 167.

DÉCRET du 18 juin 1859, contenant, pour l'Algérie, des dispositions relatives à l'exportation, à la réexportation et au transit des armes, munitions et autres objets propres à la guerre; VIII, 168.

— 14 juillet 1859, rapportant celui du 18 juin 1859, contenant, pour l'Algérie, des dispositions relatives à l'exportation, à la réexportation et au transit des armes, munitions et autres objets propres à la guerre; VIII, 247.

— 16 juillet 1859, approuvant des modifications aux statuts de la société anonyme des houillères de la Chazotte; VIII, 247.

— 24 août 1859, ouvrant, sur l'exercice 1859, un crédit de 300.000 francs pour le paiement d'à-compte sur le prix de terrains destinés à l'agrandissement du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics; VIII, 275.

— 5 septembre 1859, portant promulgation en Algérie des lois des 29 avril 1845 et 11 juillet 1847 sur les irrigations, et celle du 10 juin 1854 sur le drainage; VIII, 285.

— 25 septembre 1858, portant que les droits de navigation qui sont actuellement perçus à l'écluse d'Iwuy et sur les canaux de Saint-Denis, de Manicamp, etc. sont prorogés jusqu'au 15 septembre 1860; VIII, 299.

— 26 septembre 1859, approuvant une convention passée entre le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et la compagnie des chemins de fer du Nord, relative au chemin de fer

d'Hautmont à la frontière de Belgique; VIII, 302.

— 13 octobre 1859, supprimant le droit établi à l'exportation de la poterie de terre grossière; VIII, 308.

— 13 novembre 1859, créant à la Faculté des sciences de Marseille une chaire de géologie et de minéralogie; VIII, 377.

— 24 décembre 1859, portant que le tarif des droits de navigation actuellement perçus sur le canal d'Arles à Bouc est prorogé jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1861; VIII, 384.

— 28 décembre 1859, approuvant une convention relative à la concession d'un chemin de fer partant du village de Bully-Grenay (Pas-de-Calais), et aboutissant au canal d'Aire à la Bassée; VIII, 384.

ARRÊTÉ du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics du 31 décembre 1859, concernant les transports de la guerre et de la marine, à prix réduit, sur les chemins de fer; VIII, 408.

LETTE de l'empereur au ministre d'État, du 5 janvier 1860, relative aux mesures les plus propres à donner une vive impulsion à l'agriculture, à l'industrie et au commerce; IX, 1.

RAPPORT à l'empereur du 24 janvier 1860, sur le traité de commerce passé entre la France et la Grande-Bretagne; IX, 81.

ARRÊTÉ ministériel du 25 janvier 1860, portant interdiction des tarifs d'abonnements pour les marchandises remises aux chemins de fer; IX, 6.

DÉCRET du 11 février 1860, relatif à l'admission en franchise de

droits, dans les ports de l'Empire, de certains produits de l'Algérie; IX, 30.

— 25 février 1860, modifiant les droits à l'importation pour certaines marchandises; IX, 38.

RAPPORT à l'Empereur du 27 février 1860, sur les voies de communication propres à faciliter le transport de la houille sur les lieux de consommation; IX, 40.

DÉCRET du 7 mars 1860, autorisant les concessionnaires du chemin de fer du Creuzot au canal du Centre à exploiter ce chemin au moyen de machines locomotives; IX, 80.

— 10 mars 1860, prescrivant la promulgation du traité de commerce conclu le 23 janvier 1860, entre la France et la Grande-Bretagne; IX, 115.

— 10 mars 1860, prescrivant la promulgation de l'article additionnel au traité de commerce conclu entre la France et la Grande-Bretagne; IX, 124.

— 31 mars 1860, rendant exécutoires en Algérie les lois du 28 mai 1858 et le règlement d'administration publique du 12 mars 1859, sur les négociations concernant les marchandises déposées dans les magasins généraux et sur les ventes publiques de marchandises en gros; IX, 133.

— 11 avril 1860, avec rapport sur le traité de commerce entre la France et la Grande-Bretagne; IX, 133 et 136.

ARRÊTÉ ministériel du 14 avril 1860, concernant le transport des finances et valeurs sur les chemins de fer; IX, 136.

DÉCRET du 21 avril 1860, portant autorisation de la compagnie des houillères et chemins de fer de Carmaux; IX, 137.

— 25 avril 1860, autorisant la Société des mines d'Auchy-aux-Bois à établir un chemin de fer d'embranchement destiné à relier lesdites mines à la ligne des houillères du Pas-de-Calais; IX, 154.

— 28 avril 1860, autorisant la Société des mines de Vendin-lez-Béthune à établir un chemin de fer d'embranchement destiné à relier lesdites mines à la ligne des houillères du Pas-de-Calais; IX, 176.

— 28 avril 1860, autorisant la Société des mines de Marles à établir un chemin de fer d'embranchement destiné à relier lesdites mines à la ligne des houillères du Pas-de-Calais; IX, 178.

— 8 mai 1860, contenant diverses dispositions relatives à l'exécution des routes thermales dans le département des Hautes et Basses-Pyrénées et de la Haute-Garonne; IX, 193.

— 8 mai 1860, autorisant la Société des mines de Ferfay à établir un chemin de fer d'embranchement destiné à relier lesdites mines à la ligne des houillères du Pas-de-Calais; IX, 194.

— 8 mai 1860, autorisant la Société des mines de Dourges à établir un chemin de fer d'embranchement destiné à relier lesdites mines à la ligne des houillères du Pas-de-Calais; IX, 196.

— 9 mai 1860, autorisant la Société des mines de Lens à établir trois embranchements de chemin de fer destinés à relier lesdites mines à la ligne des houillères du

Pas-de-Calais et au canal de la Haute-Deule; IX, 198.

Loi du 20 mai 1860, relative à l'exécution d'un canal dit des houillères de la Sarre, d'un embranchement du canal du Rhône au Rhin sur la ville de Colmar, et de l'embranchement destiné à relier l'établissement des salines à la ville de Dieuze au canal des houillères de la Sarre; IX, 204.

DÉCRET du 26 mai 1860, autorisant la Société des mines de Nœux à établir un chemin de fer d'embranchement destiné à relier les dites mines à la ligne des houillères du Pas-de-Calais; IX, 205.

— 26 mai 1860, portant que les art. 44 et 95 à 100 de la loi du 19 brumaire an VI, relatifs aux obligations des fabricants de plâtre, sont applicables aux fabricants d'ouvrages dorés ou argentés par les procédés galvaniques ou électro-chimiques; IX, 207.

SÉNATUS-CONSULTE du 12 juin 1860, concernant la réunion à la France de la Savoie et de l'arrondissement de Nice; IX, 210.

DÉCRET du 13 juin 1860, relatif à la vente du sel, des tabacs, des poudres à feu et du plomb de chasse, à la taxe des lettres, à la perception des contributions directes et indirectes, etc., en Savoie et dans l'arrondissement de Nice; IX, 210.

— 6 juillet 1860, prescrivant la promulgation du deuxième article additionnel au traité de commerce conclu entre la France et la Grande-Bretagne; IX, 287.

— 6 juillet 1860, autorisant la Société des mines de Bruay à établir un chemin de fer d'embranchement destiné à relier lesdites

mines à la ligne des houillères du Pas-de-Calais; IX, 288.

— 11 juillet 1860, autorisant les sieurs de la Romagère frères et C<sup>e</sup> à établir un chemin de fer d'embranchement destiné à relier les mines de Chamblet à la ligne de Montluçon à Moulins; IX, 291.

Loi du 14 juillet 1860, sur la fabrication et le commerce des armes de guerre; IX, 294.

DÉCRET du 18 juillet 1860, concernant le droit à l'importation de la houille; IX, 299.

— 18 juillet 1860, supprimant le droit à la sortie de la houille, du coke et des cendres de houille; IX, 300.

ARRÊTÉ ministériel du 24 juillet 1860, fixant les frais accessoires d'enregistrement, de manutention, de pesage et de magasinage à payer aux chemins de fer; IX, 301.

DÉCRET du 28 juillet 1860, autorisant la Société des mines et usines du Creuzot (Saône-et-Loire) à établir un chemin de fer d'embranchement destiné à relier les mines de Cromey, Mazonay et Change, d'une part à la ligne de Moulins à Chagny, d'autre part au canal du Centre; IX, 315.

Loi du 28 juillet 1860, relative au rachat, pour cause d'utilité publique, de l'écluse d'Iwuy sur l'Escaut; IX, 319.

— 28 juillet 1860, relative au rachat, pour cause d'utilité publique, du canal de Roanne à Digoin; IX, 319.

DÉCRET du 28 juillet 1860, rendant applicables aux départements de la Savoie, de la Haute-Savoie et des Alpes-Maritimes, les lois et ré-

glements relatifs à l'assiette des contributions directes; IX, 320.

Loi du 1<sup>er</sup> août 1860, relative au rachat, pour cause d'utilité publique, du canal d'Arles à Bouc; IX, 321.

— 1<sup>er</sup> août 1860, relative au rachat, pour cause d'utilité publique, des canaux d'Orléans et du Loing; IX, 321.

— 1<sup>er</sup> août 1860, relative au rachat, pour cause d'utilité publique, des canaux de la Somme et de Manicamp, du canal des Ardennes, de la navigation de l'Oise et du canal latéral à l'Oise; IX, 322.

— 1<sup>er</sup> août 1860, relative au rachat, pour cause d'utilité publique, du canal de la Sensée; IX, 322.

— 1<sup>er</sup> août 1860, relative au rachat, pour cause d'utilité publique, du canal d'Aire à la Bassée; IX, 322.

— 1<sup>er</sup> août 1860, relative au rachat, pour cause d'utilité publique, du canal de Briare; IX, 322.

— 1<sup>er</sup> août 1860, relative à la concession des chemins de fer de Vesoul à Besançon, de Gray à Besançon, etc.; IX, 323.

— 1<sup>er</sup> août 1860, relative au remboursement des droits sur les machines et mécaniques commandées à l'étranger avant le 15 août 1860; IX, 325.

— 1<sup>er</sup> août 1860, qui autorise des prêts à l'industrie, pour le renouvellement ou l'amélioration de son matériel; IX, 325.

DÉCRET du 1<sup>er</sup> août 1860, rangeant dans les attributions du ministère de l'agriculture du com-

merce et des travaux publics, l'enseignement industriel et commercial dans les départements de la Savoie, de la Haute-Savoie et des Alpes-Maritimes; IX, 326.

Loi du 1<sup>er</sup> août 1860, relative à l'exécution d'un chemin de fer de Strasbourg à Barr, à Mutzig et Wasselonne, par Molsheim, et d'un chemin de fer de Haguenau à Niederbronn avec embranchement sur l'usine de Reischaffen; IX, 327.

DÉCRET du 11 août 1860, déclarant exécutoires dans les départements de la Savoie, de la Haute-Savoie et des Alpes-Maritimes, les lois des 5 juillet 1844 et 31 mai 1856 sur les brevets d'invention; IX, 332.

— 16 août 1860, portant autorisation de la Société de l'éclairage au gaz et des hauts fourneaux et fonderies de Marseille et des mines de Portes et Sénéchas; IX, 332.

— 22 août 1860, relative aux droits de navigation établis sur différents canaux et rivières; IX, 357.

— 31 août 1860, approuvant la nouvelle rédaction de l'art. 44 des statuts de la compagnie des houillères et fonderies de l'Aveyron; IX, 364.

— 8 septembre 1860, autorisant les sociétés anonymes et autres associations commerciales, industrielles ou financières, légalement constituées dans le royaume de Sardaigne, à exercer leurs droits en France; IX, 379.

ARRÊTÉ ministériel du 15 septembre 1860, portant modification de plusieurs dispositions de l'arrêté du 24 juillet précédent, qui règle le tarif des frais accessoires sur les chemins de fer; IX, 381.



DÉCRET du 24 septembre 1860, portant que les ingénieurs des ponts-et-chaussées et les ingénieurs des mines, les conducteurs des ponts-et-chaussées et les gardes-mines attachés aux services municipaux des villes ayant au moins 50.000 âmes de population, seront considérés comme étant en service détaché; IX, 382.

— 24 septembre 1860, fixant le tarif du sulfate de soude et supprimant la prime à l'exportation des acides sulfurique et nitrique; IX, 383.

— 26 septembre 1860, rendant applicables aux départements de la Savoie, de la Haute-Savoie et des Alpes-Maritimes les lois sur les attributions des conseils de préfecture, et généralement toutes les dispositions législatives concernant la juridiction administrative; IX, 384.

— 29 septembre 1860, concernant l'application du tarif des fers, fontes et aciers, d'origine et de manufacture britanniques; IX, 384.

— 29 septembre 1860, autorisant l'exportation directe, dans les colonies, des machines et mécaniques, des objets en fonte, etc., propres à l'exploitation des sucreries et provenant des manufactures étrangères; IX, 386.

— 29 septembre 1860, ouvrant au ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics des crédits supplémentaires et un crédit extraordinaire sur l'exercice 1860; IX, 387.

— 29 septembre 1860, ouvrant au ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, sur l'exercice 1860, des crédits supplémentaires pour l'exécution des services dans les départements de

la Savoie, de la Haute-Savoie et des Alpes-Maritimes; IX, 388.

— 13 octobre 1860, rendant exécutoire dans les départements de la Savoie, de la Haute-Savoie et dans l'arrondissement de Nice la loi du 21 avril 1810 sur les mines, et tous autres lois, décrets ou règlements relatifs aux mines et aux usines minéralurgiques; IX, 389.

— 24 octobre 1860, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 1<sup>er</sup> août 1860, relative aux prêts à faire à l'industrie pour le renouvellement de son matériel; IX, 389.

— 26 octobre 1860, prescrivant la promulgation de la convention complémentaire de commerce conclue le 12 décembre 1860, entre la France et la Grande-Bretagne; IX, 391.

— 26 octobre 1860, indiquant les marchandises auxquelles sont applicables les droits inscrits dans la convention conclue avec l'Angleterre le 12 décembre 1860; IX, 401.

— 28 octobre 1860, déterminant les surtaxes applicables aux marchandises d'origine et de manufacture britannique importées autrement que par des navires français ou britanniques; IX, 405.

— 28 octobre 1860, qui rend applicables aux produits d'origine britannique, importés d'Angleterre, les restrictions d'entrée établies à l'égard des matières désignées dans la convention conclue avec l'Angleterre le 12 octobre 1860; IX, 406.

— 3 novembre 1860, approuvant des modifications aux statuts de la

Société du sous-comptoir des métaux; IX, 459.

— 14 novembre 1860, qui ajoute le département des Ardennes à la zone déterminée par la loi du 6 mai 1841, pour l'importation des houilles au droit réduit de 10 centimes par 100 kilomètres; IX, 468.

— 17 novembre 1860, relatif à l'exécution dans les départements de la Savoie, Haute-Savoie et Alpes-Maritimes des règlements sur les établissements insalubres, dangereux ou incommodes; IX, 470.

— 21 novembre 1860, supprimant la prohibition établie à la sortie des minerais de fer; IX, 471.

— 26 novembre 1860, relatif aux pourvois actuellement formés devant le conseil d'État de Sardaigne, contre des décisions rendues en matière de contentieux administratif par les conseils de gouvernement de la Savoie et de l'arrondissement de Nice; IX, 471.

— 30 novembre 1860, prescrivant la promulgation de la deuxième convention complémentaire conclue le 16 novembre 1860, entre la France et la Grande-Bretagne; IX, 472.

— 10 décembre 1860, relatif au gouvernement et à la haute administration en Algérie; IX, 483.

— 22 décembre 1860, déterminant le mode de liquidation de la prime allouée par la loi du 6 mai 1841 aux machines à vapeur de fabrication française affectées à la navigation internationale maritime; IX, 496.

— 5 janvier 1861, portant organisation du comité consultatif des arts et manufactures; X, 26.

— 5 janvier 1861, dégageant un certain nombre de matières premières et supprimant les primes à la sortie sur les sulfures, les cuirs, le plomb, le cuivre et le laiton; X, 28.

— 9 janvier 1861, portant que le décret du 25 mars 1852, sur la décentralisation administrative, est applicable au département de la Seine; X, 29.

— 12 janvier 1861, fixant le droit à l'importation du cuivre doré ou argenté, filé sur fil ou sur soie; X, 32.

— 16 janvier 1861, abaissant le chiffre maximum fixé par l'art. 1 de la loi du 27 mars 1817, et au delà duquel les marchandises importées en France acquittent les droits de douane au poids net; X, 32.

— 1<sup>er</sup> février 1861, ouvrant au ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics des crédits extraordinaires sur l'exercice 1861 pour les établissements thermaux de Plombières et d'Aix en Savoie; X, 35.

— 1<sup>er</sup> février 1861, ouvrant au ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, sur l'exercice 1861, des crédits supplémentaires pour l'exécution des services dans les départements de la Savoie, Haute-Savoie et Alpes-Maritimes; X, 36.

Exposé de la situation de l'empire, présenté au Sénat et au Corps législatif le 5 février 1861 (Extrait); X, 1.

DÉCISION du ministre des finances, du 6 février 1860, portant classification des métaux pour la perception des droits de navigation intérieure; X, 42.

ARRÊTÉ ministériel du 15 février 1861, contenant règlement pour le transport par chemins de fer des poudres et munitions de guerre; X, 45.

DÉCRET du 27 février 1861, autorisant les sociétés anonymes et autres associations commerciales, industrielles ou financières, légalement constituées dans le grand-duché de Luxembourg, à exercer leurs droits en France; X, 53.

— 27 février 1861, autorisant les sociétés anonymes et autres associations commerciales, industrielles ou financières, légalement constituées en Portugal, à exercer leurs droits en France; X, 54.

— 6 mars 1861, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 14 juillet 1860 sur la fabrication et le commerce des armes de guerre; X, 66.

— 20 mars 1861, approuvant une modification à l'art. 2 des statuts de la compagnie des houillères de Stiring; X, 70.

— 27 mars 1861, prescrivant la publication de la déclaration relative à l'exportation des sels, signée, le 25 mars 1861, entre la France et la Suisse; X, 75.

— 30 mars 1861, créant des emplois de contrôleurs d'armes pour le service des bureaux de poinçonnage institués par la loi du 14 juillet 1860, et pour celui des bureaux de douane ouverts à l'importation, à l'exportation et au transit des armes de guerre et de commerce; X, 77.

— 6 avril 1861, autorisant l'exécution d'un canal dit des houillères de la Sarre et d'un embranchement du canal du Rhône au Rhin sur la ville de Colmar; X, 78.

— 13 avril 1861, modifiant le décret du 25 mars 1852 sur la décentralisation administrative; X, 79.

— 17 avril 1861, concédant à la compagnie houillère de Vicoigne un canal de navigation à ouvrir entre Nœux et le canal d'Aire à la Bassée; X, 95.

— 30 avril 1861, réglant les attributions du conseil consultatif institué auprès du gouverneur général de l'Algérie; X, 106.

— 8 mai 1861, portant que les marchandises y désignées sont comprises au tableau de celles qui peuvent être vendues en gros aux enchères publiques, conformément à la loi du 28 mai 1858, dans la ville du Havre; X, 117.

— 10 mai 1861, portant que le traité conclu le 27 février 1854, entre la France et la Belgique, continuera à recevoir sa pleine et entière exécution jusqu'à la mise en vigueur des stipulations du traité signé à Paris le 1<sup>er</sup> mai 1861; X, 118.

— 11 mai 1861, autorisant les sociétés anonymes et autres associations commerciales, industrielles ou financières, légalement constituées en Suisse, à exercer leurs droits en France; X, 119.

— 11 mai 1861, relatif aux sels destinés à la salaison, en mer, du hareng et du maquereau; X, 119.

— 22 mai 1861, relatif au conseil supérieur du gouvernement de l'Algérie; X, 124.

— 27 mai 1861, portant promulgation du traité de commerce conclu le 1<sup>er</sup> mai 1861, entre la France et la Belgique; X, 125.

— 27 mai 1861, portant promulgation de la convention de navigation conclue, le 1<sup>er</sup> mai 1851, entre la France et la Belgique; X, 152.

— 27 mai 1861, prescrivant la promulgation de la convention conclue, entre la France et la Belgique pour la garantie réciproque de la propriété littéraire, artistique et industrielle; X, 159.

— 29 mai 1861, déclarant applicables à l'Angleterre les dispositions du traité de commerce conclu le 1<sup>er</sup> mai 1861, entre la France et la Belgique; X, 161.

— 29 mai 1861, relatif à l'exécution des tarifs établis, tant à l'importation de Belgique en France qu'à l'exportation de France en Belgique, par le traité de commerce conclu le 1<sup>er</sup> mai 1861; X, 162.

— 29 mai 1861, déterminant les modifications que la convention conclue le 1<sup>er</sup> mai 1861, entre la France et la Belgique, apporte à la législation générale en matière de douane; X, 166.

— 29 mai 1861, fixant les surtaxes auxquelles seront soumises les marchandises belges inscrites dans le traité conclu le 1<sup>er</sup> mai 1861 entre la France et la Belgique, importées autrement que par terre ou par des navires français et belges; X, 167.

— 29 mai 1861, portant que les marchandises belges dénommées dans le traité du 1<sup>er</sup> mai 1861 seront, selon les catégories auxquelles elles appartiennent, importées par les bureaux de la frontière de terre ou pour les ports désignés par les lois et règlements de douanes; X, 168.

— 29 mai 1861, modifiant le ta-

rif à l'importation de certaines marchandises belges; X, 169.

— 5 juin 1861, relatif au dépôt des dessins et des modèles de fabrique provenant de pays où des conventions diplomatiques ont établi une garantie réciproque pour la propriété des dessins et modèles de cette nature; X, 170.

— 14 juin 1861, déclarant d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer de Dieuze à la ligne de Paris à Strasbourg; X, 171.

— 14 juin 1861, déclarant d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer d'embranchement de Sainte-Marie-aux-Mines à la gare de Schelestadt; X, 171.

— 14 juin 1861, déclarant d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer d'embranchement de Commentry au chemin de Saint-Germain-des-Fossés à Clermont; X, 171.

— 22 juin 1861, déclarant d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer de Montluçon à Limoges, avec embranchement sur le bassin houiller d'Ahun; X, 181.

— 24 juin 1861, fixant le tarif à l'importation de certaines marchandises et contenant des dispositions relatives aux primes à l'exportation; X, 182.

— 29 juin 1861, ajoutant un troisième paragraphe à l'article 25 du décret du 12 mars 1859 relatif à la loi du 28 mai 1858 sur les ventes publiques de marchandises en gros; X, 182.

Loi du 3 juillet 1861, sur les ventes publiques de marchandises en gros, autorisées ou ordonnées par la justice consulaire; X, 314.